

GRAND DEBAT
Hôtel de Ville - LALLAING
Compte-rendu de la réunion publique
du vendredi 22 février 2019

1. Transition écologique

La France doit montrer l'exemple.

La transition écologique doit être financée par tout le monde.

Fiscalité écologique : respecter le principe « pollueur/payeur ».

Associer population locale pour améliorer la décision politique visant l'amélioration des conditions et la vie de l'écologie.

Modifier accords commerciaux.

Ne pas centraliser les entreprises dans les mégapoles. Exemple Lille : autoroutes bloquées, trop d'entreprises concentrées dans les grandes villes au détriment des petites villes environnantes.

Environnement :

Biodiversité et préservation des diverses espèces : beaucoup d'espèces ont déjà été détruites.

Revoir la politique agricole et arboricole.

Continuer à protéger l'environnement. Par exemple : élevage de poules, tri sélectif, compostage, développer la marche.

Santé :

Vie quotidienne touchée : qualité de l'air, maladies émergentes dues à la pollution.

Problème des pesticides, des engrais : développer l'agriculture bio.

Transports - Carburants

Proposer des véhicules propres.

Favoriser l'achat de véhicules hybrides.

Favoriser l'utilisation des transports en commun.

Transports en commun, vélo, covoiturage : des solutions alternatives doivent être proposées par les employeurs et ensuite les collectivités. Dans les villages, peu de transports en commun.

Solution possible : réduire le prix des transports en commun en instituant un bonus-malus (carburant/électrique - principe pollueur /payeur)

Les recettes liées aux taxes sur diesel et essence doivent servir à financer les aides pour aider population dans transition écologique.

Énergies :

Développer des énergies renouvelables non polluantes.

Actions en faveur de l'environnement peuvent faire des économies

Solutions alternatives écologiques chauffage : aides plus clairement définies prêts à taux zéro.

Mieux entretenir les chauffages, chauffage bois.

Isolation, panneaux photovoltaïques... : devrait être obligatoire pour les bailleurs sociaux.

Aides État/ Région /Département pour réduire facture énergétique : les citoyens ne connaissent pas tout. Les informations doivent être portées à la connaissance de tous.

2. Fiscalité et dépenses publiques

On n'est pas prêt à payer plus d'impôts.

Améliorer l'information des citoyens pour l'utilisation des impôts : avoir un site officiel internet ET mairie qui informerait.

Payer selon les revenus et augmenter le taux de redistribution.

Éviter l'évasion fiscale.

Baisser en priorité la TVA sur produits de première nécessité.

Réduire dépenses de l'État (acquis des anciens présidents, ministres...)

Faire des économies dans la Défense (Armée) mais surtout pas d'économie pour la santé et les personnes âgées.

Augmenter personnel des EPAHD, pour prendre en charge les personnes handicapées.

Revoir l'attribution de certaines aides sociales.

Remettre la demi-part des veuves.

Rétablir ISF.

Interdire l'exil fiscal.

Plus taxer les transactions financières.

Payer les impôts en France pour tout salaire versé en France.

Taxer l'absentéisme des élus.

Fiscaliser les entreprises françaises qui font du chiffre d'affaire à l'étranger.

3. Organisation de l'État et des services publics

La proximité des services publics doit être préservée : il faut augmenter les moyens, augmenter le personnel. Il faut une équité sur tout le territoire.

Arrêter de voter des lois qui détricotent le service public.

Développer les services publics dans le domaine de la petite enfance, du handicap, de la vieillesse, du logement, de la santé, des transports, de l'école.

Anormal :

- le manque de personnel hospitalier,
- le fermeture de lignes SNCF,
- le manque d'AVS dans les écoles.

4. Démocratie et citoyenneté

Rendre le vote OBLIGATOIRE : utiliser les moyens informatiques pour voter (vote électronique) ou voter sur le temps de travail, la semaine.

Prendre en compte le vote blanc.

Remettre le service militaire en place.

Non au cumul de mandat pour tous.

Réduire le nombre de parlementaires : députés, sénateurs afin de réaliser des économies.

Certains ne sont pas d'accord sur la réduction du travail des parlementaires car la démocratie participative doit se faire avec les députés. Les députés doivent être proches de leurs concitoyens.

Plus de transparence pour les rémunérations.

Réduire les avantages des anciens présidents.

Tirer au sort des citoyens pour associer ceux-ci aux décisions publiques.

Chaque élu garde son salaire mais on prend en charge tous ses frais de déplacement : on prévoit un salaire minimum.

Limiter le nombre de mandats et l'âge des élus (retraite à 70 ans).

Limiter aussi le cumul des rémunérations des politiques.

REMARQUES : On peut porter sa contribution personnelle au Grand Débat sur le site.

Ces propositions réalisées ce soir seront envoyées sur le site dédié, elles pourront être retrouvées par chacun d'ici quelques semaines.